



PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement

**ARRETE PREFECTORAL  
portant mise en demeure**

**Société TIES  
Commune de Champagnieux**

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE,**  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement, article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 1994 autorisant les Etablissements Jeanne BLANCHIN à exploiter un atelier de teinture et impression de matières textiles sur le territoire de la commune de Champagnieux ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 6 avril 2004 au profit de la société BLANCHIN ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 30 septembre 2004 et 4 mars 2005 ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 23 juillet 2007 délivré à la société TIES ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 août 2007, modifié le 14 novembre 2008 réglementant le fonctionnement de la station d'épuration du site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2010 relatif à la démarche de recherche de substance dangereuse dans l'eau ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2013 ;

**CONSIDERANT** que l'inspection a constaté que la société TIES située sur la commune de Champagnieux n'a pas satisfait aux prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2010 :

- **Recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) :**
  - mettre en œuvre le programme de surveillance initiale en réalisant une mesure par mois pendant six mois (art 2.1.3 .1 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010)

- fournir un rapport de surveillance initiale dans un délai de douze mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral (art 2.1.3 .2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010)
- réaliser une étude technico-économique dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral (art 2.1.4 .2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010)

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient de faire application de l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Savoie ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

La société TIES dont le siège social est situé, La Tuilerie-lieu dit Leschaux, 73240 Champagneux, est mise en demeure pour son site de Champagneux, de respecter dans les délais fixés ci-après, certaines dispositions fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2010, relatif à la mise en œuvre de la démarche de recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) à savoir :

- **mise en œuvre des mesures de surveillance initiale** : (art 2.1.3 .1 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010) - Délai : **un mois**
- **fourniture du rapport de surveillance initiale** : (art 2.1.3 .2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010) - Délai : **sept mois**
- **fourniture d'une étude technico-économique** : (art 2.1.4 .2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2010) - Délai : **sept mois**

### **ARTICLE 2** :

Les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3** :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Champagnieux.

Chambéry, le **17 OCT. 2013**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

  
**François-Claude PLAISANT**